



Assemblée générale

Distr. limitée
12 décembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 20 a) de l'ordre du jour

**Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire
et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation
des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :
renforcement de la coordination de l'aide humanitaire
d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies**

**Belize, Chine, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération
de Russie, Inde, Mexique, Nigéria et Papouasie-Nouvelle-Guinée :
projet de résolution révisé**

**Coopération internationale en matière d'aide humanitaire
à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours
à celle de l'aide au développement**

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 46/182 du 19 décembre 1991, en annexe à laquelle sont énoncés les principes directeurs pour le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence du système des Nations Unies, et ses résolutions 52/12 B du 19 décembre 1997 et 54/219 et 54/233 du 22 décembre 1999, et rappelant les conclusions concertées 1999/1 du Conseil économique et social¹, ainsi que la résolution 1999/63 du Conseil, en date du 30 juillet 1999,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies²,

Constatant l'importance des principes de neutralité, d'humanité et d'impartialité dans l'apport d'une aide humanitaire,

Insistant sur le fait que c'est au premier chef à l'État touché qu'il incombe de lancer, d'organiser, de coordonner et de mettre en oeuvre les activités d'aide humanitaire sur son territoire et de faciliter la tâche des organismes d'aide humanitaire qui s'efforcent d'atténuer les conséquences d'une catastrophe naturelle,

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 3 (A/54/3/Rev.1), chap. VI, par. 5.

² A/55/82-E/2000/61.

Soulignant qu'il incombe à tous les États de conduire des activités de planification préalables et d'atténuation des effets des catastrophes naturelles afin d'en limiter l'impact,

Insistant également à cet égard sur l'importance de la coopération internationale à l'appui des efforts de l'État touché lorsqu'il s'agit de faire face à une catastrophe naturelle, à toutes les phases,

Soulignant la nécessité d'optimiser et de diffuser les listes des organismes du système des Nations Unies et des autres organisations compétentes dans les domaines humanitaire et scientifique, ainsi que d'élaborer plus avant un répertoire des institutions et organismes spécialisés nationaux, régionaux et internationaux qui participent aux interventions internationales en cas de catastrophe, accompagné d'un inventaire des moyens nationaux, afin de disposer des éléments voulus pour assurer la rationalité et l'efficacité de l'utilisation des ressources disponibles et des actions menées conjointement,

Prenant acte de la création du secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles et de la nécessité de renforcer la coopération et la coordination entre tous les organismes compétents des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats respectifs, lorsqu'il s'agit de faire face à une catastrophe naturelle, à toutes les phases,

1. *Se déclare vivement préoccupée* par la multiplication et l'aggravation des catastrophes naturelles, qui causent d'immenses pertes humaines et matérielles dans le monde entier, en particulier dans les pays vulnérables qui n'ont pas les moyens de mener une action efficace en vue d'atténuer les répercussions à long terme de ces catastrophes sur les plans social, économique et écologique;

2. *Souligne* que l'aide humanitaire en cas de catastrophe naturelle devrait être fournie conformément aux principes directeurs énoncés dans l'annexe à la résolution 46/182 et dans le strict respect de ceux-ci, et que cette aide devrait être définie en fonction des particularités de chaque catastrophe sur le plan humain et sur celui des besoins créés;

3. *Engage* tous les États à adopter, s'ils ne l'ont pas encore fait, et à continuer d'appliquer résolument des mesures appropriées, notamment sur le plan législatif, visant à atténuer les conséquences des catastrophes naturelles, parmi lesquelles des mesures préventives, y compris en ce qui concerne les règlements de construction et l'occupation des sols, ainsi que la planification préalable et la création de capacités d'intervention en cas de catastrophe, et prie la communauté internationale, à cet égard, de continuer d'aider les pays en développement lorsque ceux-ci en ont besoin;

4. *Souligne* à cet égard qu'il importe de renforcer la coopération internationale dans la fourniture de l'assistance humanitaire à tous les stades d'une catastrophe, depuis les secours et l'atténuation des effets de la catastrophe jusqu'à l'aide au développement, y compris par l'apport de ressources adéquates;

5. *Constate* que la croissance économique et le développement durable permettent aux États de disposer de moyens accrus pour faire face aux catastrophes naturelles, en atténuer les effets et s'y préparer;

6. *Souligne* la nécessité de renforcer l'action menée à tous les niveaux, y compris à l'échelon national, pour sensibiliser les populations au problème des ca-

tastrophes naturelles et améliorer la prévention, la planification préalable et l'atténuation des effets des catastrophes, y compris les systèmes d'alerte rapide, ainsi que la coopération internationale face aux situations d'urgence, depuis les activités de secours jusqu'aux activités de relèvement, de reconstruction et de développement, compte tenu de l'ensemble des répercussions des catastrophes naturelles, des besoins humanitaires qu'elles créent et des demandes formulées par les pays touchés, selon qu'il convient;

7. *Salue* les efforts déployés par le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, les membres du Comité permanent interorganisations et les autres membres du système des Nations Unies pour promouvoir la planification préalable des interventions aux niveaux international, régional et national et donner plus d'efficacité à la mobilisation et la coordination de l'aide humanitaire du système des Nations Unies face aux catastrophes naturelles, et, à cet égard, se félicite que les équipes des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe puissent comprendre des spécialistes venus de toutes les régions du monde;

8. *Note* qu'après des catastrophes naturelles, la phase de transition est souvent excessivement longue et caractérisée par un certain nombre de lacunes et que les gouvernements, agissant le cas échéant en coopération avec les organismes de secours, devraient, lorsqu'ils déterminent ce qui est nécessaire pour faire face aux besoins immédiats, envisager ces besoins dans l'optique du développement durable chaque fois qu'une telle approche est possible, et, à cet égard, prend acte des activités des équipes des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe;

9. *Engage* les gouvernements à coopérer davantage, en particulier en passant par les organismes des Nations Unies et les organisations régionales, afin de renforcer les mécanismes d'alerte rapide et de planification préalable;

10. *Engage aussi* les gouvernements, agissant en particulier par l'intermédiaire de leurs organismes d'intervention ou de gestion des opérations en cas de catastrophe, selon qu'il conviendra, ainsi que les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales concernées, à continuer de coopérer avec le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence en vue de donner la plus grande efficacité possible aux mesures prises au niveau international pour faire face aux catastrophes naturelles, depuis la phase des secours jusqu'à celle de l'aide au développement, en fonction notamment des besoins sur le plan humanitaire, et aux activités de planification préalable et de réduction des effets des catastrophes à tous les niveaux;

11. *Engage en outre* les organismes des Nations Unies et les organisations régionales à continuer de coopérer en vue d'accroître les moyens d'intervention des organisations régionales à la suite des catastrophes naturelles;

12. *Encourage* les États qui ne l'ont pas encore fait à signer ou ratifier la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, adoptée à Tampere (Finlande) le 18 juin 1998;

13. *Souligne* qu'il faut que les gouvernements des pays touchés, les organisations humanitaires compétentes et les entreprises spécialisées s'associent pour promouvoir la formation et l'accès aux technologies et leur utilisation aux fins du

renforcement de la planification et des interventions en cas de catastrophe et pour favoriser le transfert des technologies actuelles et du savoir-faire correspondant, en particulier en faveur des pays en développement, à des conditions libérales et préférentielles, comme convenu d'un commun accord;

14. *Encourage* la poursuite de l'utilisation des techniques de télédétection spatiales et terrestres pour prévenir les catastrophes naturelles, en atténuer les effets et gérer les interventions, selon que de besoin;

15. *Préconise également* la mise en commun par les gouvernements, les agences spatiales et les organismes internationaux d'aide humanitaire concernés, selon qu'il conviendra lors de telles opérations, de données géographiques, y compris des images obtenues par télédétection ainsi que des systèmes d'informations géographiques et du système mondial de localisation et note à cet égard les travaux effectués par le Réseau mondial d'information en matière de catastrophes;

16. *Préconise* l'emploi de matériel de télécommunication et d'autres moyens technologiques compatibles et complémentaires dans le cadre des opérations d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe;

17. *Souligne* la nécessité de lier étroitement, comme indiqué dans la résolution 54/219, les activités de prévention et l'amélioration de la planification préalable et des interventions en cas de catastrophe;

18. *Engage* les gouvernements des pays sujets aux catastrophes à mettre en place, avec l'appui de la communauté internationale, en particulier des donateurs, une infrastructure nationale d'information spatiale utile en matière de planification préalable et d'alerte avancée et aux fins des activités d'intervention en cas de catastrophe et d'atténuation des effets des catastrophes, y compris en ce qui concerne les besoins en matière de formation du personnel;

19. *Se déclare favorable* aux initiatives novatrices prises pour lier les différentes phases de l'aide internationale, depuis les activités de secours jusqu'à l'aide au développement, telles que la mission conjointe d'intervention et de relèvement entreprise dans tous les pays touchés par l'ouragan Mitch par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation panaméricaine de la santé, et réaffirme qu'il faut assurer une évaluation et un suivi adéquats de ces initiatives en vue de les perfectionner et de s'en inspirer, le cas échéant, dans d'autres cas;

20. *Prie* le Secrétaire général d'établir, en collaboration avec les organismes compétents des Nations Unies, des recommandations quant aux moyens d'accroître les capacités de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'atténuation des effets des catastrophes naturelles, notamment en dressant un inventaire des moyens qui existent aux niveaux national, régional et international;

21. *Note* que le Secrétaire général a présenté une note sur l'amélioration du fonctionnement et des utilisations du Fonds central autorenouvelable d'urgence³, conformément à ses résolutions 54/95 et 54/233, dans lesquelles elle l'a prié de lui soumettre des propositions concrètes visant à améliorer le fonctionnement et l'utilisation du Fonds et l'a invité à envisager d'utiliser plus activement le Fonds de

³ A/55/649.

façon à permettre une intervention rapide et efficace en cas de catastrophe naturelle, et décide d'examiner en détail ladite note à sa cinquante-sixième session;

22. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'étudier des mécanismes novateurs permettant d'améliorer les mesures prises au niveau international pour faire face aux catastrophes naturelles, notamment en corrigeant tout déséquilibre géographique ou sectoriel éventuellement constaté dans le cadre de ces interventions, ainsi que des moyens d'utiliser plus efficacement les organismes nationaux d'intervention d'urgence, compte tenu de leurs compétences particulières et de leur domaine de spécialisation, ainsi que des arrangements existants, et à lui en rendre compte à sa cinquante-sixième session, au titre de la question intitulée « Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale » en vue, notamment, d'apporter une contribution au rapport d'ensemble sur la mise en oeuvre de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles qui lui sera présenté à la même session au titre de la question intitulée « Environnement et développement durable ».
